



ACCORD-CADRE DE SERVICES

Règlement de la consultation commun aux 3 lots

Pouvoir adjudicateur

Agence de l'eau Rhin-Meuse

Adresse : Chemin du Longeau BP 30019 57160 ROZERIEULLES

Téléphone : +33387344700

Télécopie : +33387604985

Objet de la consultation

**Rédaction, exécution graphique, impression et routage du
journal d'information de l'agence de l'eau Rhin-Meuse**

Date limite de remise des offres

LUNDI 28 AVRIL 2025 - 16H00

Sommaire

Table des matières

1.Objet de l'accord-cadre.....	3
1.1Décomposition en lots.....	3
1.2Forme de l'accord-cadre.....	3
1.3Durée de l'accord-cadre – Reconduction – Délais d'exécution.....	3
1.4Nomenclature communautaire pertinente.....	3
3.Organisation de la consultation.....	4
3.1Procédure de passation.....	4
3.2Mode de dévolution : accords-cadres séparés.....	4
3.3Dispositions relatives aux groupements.....	4
3.4Variantes.....	4
3.5Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	4
3.6Modification de détail au dossier de consultation.....	4
3.7Délai de validité des offres.....	5
4.Contenu du dossier de consultation.....	5
5.Retrait du dossier de consultation.....	5
6.Présentation des candidatures et des offres.....	6
6.1Éléments nécessaires à la sélection des candidatures.....	6
6.2Éléments nécessaires au choix de l'offre.....	8
7.Jugement des candidatures, des offres et attribution de l'accord-cadre.....	10
7.1Jugement des candidatures.....	10
7.2Jugement des offres.....	11
7.3Attribution de l'accord-cadre.....	14
8.Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres.....	15
9.Renseignements complémentaires.....	17

1. Objet de l'accord-cadre

La consultation a pour objet : Rédaction, exécution graphique, impression et routage du journal d'information de l'agence de l'eau Rhin-Meuse.

1.1 Décomposition en lots

Les différents lots de la consultation sont les suivants :

- Lot n°01 : Exécution graphique du journal d'information de l'agence de l'eau Rhin-Meuse
- Lot n°02 : Rédaction du journal d'information de l'agence de l'eau Rhin-Meuse
- Lot n°03 : Impression et routage du journal d'information de l'agence de l'eau Rhin-Meuse

1.2 Forme de l'accord-cadre

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre fractionné à bons de commande avec maximum et minimum en application des articles R. 2162-2 et suivants, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Les montants minimum et maximum sont fixés au CCAP.

Les prestations de l'accord-cadre sont exécutées par l'émission de bons de commande successifs selon les besoins. Chaque bon de commande précise les prestations décrites dans l'accord-cadre dont l'exécution est demandée et en détermine la quantité.

L'accord-cadre sera conclu avec un seul opérateur économique.

1.3 Durée de l'accord-cadre – Reconduction – Délais d'exécution

La durée de l'accord-cadre, les modalités de reconduction et les délais d'exécution figurent au CCAP n° 25MA34004-005-006.

1.4 Nomenclature communautaire pertinente

Les références aux nomenclatures européennes (CPC / CPV) associées à la présente consultation sont les suivantes :

Nomenclature	Code et libellé
Pour le lot n°01 : Exécution graphique du journal d'information de l'agence de l'eau Rhin-Meuse	
CPV	79822500-7 - Services de conception graphique
Pour le lot n°02 : Rédaction du journal d'information de l'agence de l'eau Rhin-Meuse	
CPV	79822500-7 - Services de conception graphique
Pour le lot n°03 : Impression et routage du journal d'information de l'agence de l'eau Rhin-Meuse	
CPV	79820000-8 - Services relatifs à l'impression

2.

3. Organisation de la consultation

3.1 Procédure de passation

La présente consultation est lancée suivant la procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles R. 2124-1, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

3.2 Mode de dévolution : accords-cadres séparés

La consultation est divisée en 3 lots, chaque lot faisant l'objet d'un accord-cadre séparé confié à une entreprise unique ou un groupement d'entreprises.

Possibilité de présenter une offre pour :

- ☐ Un lot
- ☐ Un ou plusieurs lots
- ☒ L'ensemble des lots

3.3 Dispositions relatives aux groupements

L'accord-cadre pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises. Si l'accord-cadre est attribué à un groupement conjoint, le mandataire conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement.

Possibilité de présenter pour l'accord-cadre plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements :

- ☒ Oui
- ☐ Non

Ou en qualité de membres de plusieurs groupements :

- ☒ Oui
- ☐ Non

3.4 Variantes

Il n'y a pas de variante prévue dans la consultation.

3.5 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Il n'est pas prévu de PSE.

3.6 Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la

disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.7 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 90 jours à compter de la date limite de remise de l'offre.

4. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de la Consultation et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), et annexes éventuelles ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), et annexes éventuelles ;
- Le bordereau des prix unitaires propres à chaque lot (annexe à chaque acte d'engagement) ;
- La simulation des prix pour chacun des lots (annexe au présent RC),

5. Retrait du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation est dématérialisé.

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) peut être consulté et téléchargé gratuitement à l'adresse suivante :

<https://www.eau-rhin-meuse.fr/marchespublics>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les opérateurs économiques devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard *.zip (lisibles par Winzip, Quickzip) ;
- Adobe® Acrobat® *.pdf (lisibles par le logiciel Adobe Reader) ;
- *.doc ou *.xls version 2000-2003 (lisibles par Microsoft Office ou OpenOffice) ;
- Rich Text Format *.rtf ;
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer...).

Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est recommandé à l'entreprise de créer un compte sur la plateforme de dématérialisation où il renseignera notamment le nom de l'organisme soumissionnaire, et une adresse électronique afin de la tenir informée des modifications éventuelles intervenant en cours d'une procédure (ajout d'une pièce au DCE, envoi d'une liste de réponses aux questions reçues...).

Le candidat est informé que seul l'exemplaire du dossier de consultation détenu par le pouvoir adjudicateur fait foi.

6. Présentation des candidatures et des offres

Les candidats auront à produire les pièces ci-dessous définies rédigées en langue française.

6.1 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes :

6.1.1 Situation juridique

- Formulaire DC1 ou équivalent : Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants
- Formulaire DC2 ou équivalent : Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement
- Formulaire DC4 ou équivalent : Déclaration de sous-traitance, le cas échéant

6.1.2 Capacité

Pour tous les lots :

- Références de service similaires : présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.

Merci de renseigner impérativement le cadre de réponse joint en annexe 2 au présent RC.

Pour les lots 1 et 2 uniquement :

- Titre d'études et titres professionnels du candidat (CV, diplômes), et notamment des personnes chargées de l'exécution des prestations ;

Pour le lot 3 uniquement :

- Certificat(s) de contrôle de qualité attribué(s) par un organisme certificateur (conformité des prestations par référence à des spécifications) ou attestant de l'existence d'un manuel de qualité et de procédures internes

Niveaux spécifiques minimaux exigés : Le candidat doit fournir un justificatif attestant de **sa labellisation "Imprim'Vert®" ou équivalent** (Attestation en cours de validité et mentionnant les sites de production mobilisés pour le marché, ou lien vers l'information sur le site (<https://www.imprimvert.fr/annuaire-imprimeurs> ou tout document équivalent). »

- Liste des moyens techniques : déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;

Pour tous les lots :

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées au présent article ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution de l'accord-cadre par un engagement écrit de l'intervenant.

En vertu de l'article R. 2143-16 du Code de la commande publique, dans le cadre de leur candidature, il est exigé que les candidats joignent une traduction en français aux éléments rédigés dans une autre langue.

Il est porté à l'attention des candidats que, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, ils ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

- D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats sont invités à utiliser le coffre-fort électronique disponible gratuitement depuis leur compte sur **<https://www.eau-rhin-meuse.fr/marchespublics>**

De plus, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir au pouvoir adjudicateur les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Enfin, selon les dispositions de l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3.

Les candidats peuvent constituer ou réutiliser un DUME dans sa version électronique via l'une des url suivantes : <https://ec.europa.eu/tools/espd/> OU <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>.

Il est précisé que le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités

requis sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

Service DUME :

Cette consultation est éligible au dispositif 'Service DUME' (ex MPS – Marché Public Simplifié) accessible sur l'url suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/>

Par ce dispositif, les candidats postuleront à la consultation par le biais d'un DUME (Document Unique de Marché Européen). Ce DUME sera prérempli sur la base du seul numéro SIRET et permettra :

- De bénéficier d'une reprise des données légales de l'entreprise (raison sociale, adresse, mandataires sociaux) ;
- De bénéficier d'une reprise des données concernant la taille de l'entreprise et son chiffre d'affaires global ;
- D'attester du respect des obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFIP, ACOSS).

Les autres informations éventuelles devront être complétées.

Attention, les candidats devront joindre leur offre technique et commerciale ainsi que les documents de la candidature qui ne seraient pas dans le formulaire DUME.

6.2 Éléments nécessaires au choix de l'offre

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants :

- **Pour tous les lots :**
 - Le bordereau des prix unitaires, à compléter sans modification.
 - La simulation de commande, destiné au jugement des offres, cadre ci-joint à compléter sans modification.
- **Pour le lot n°01 :**
- **Une note technique** qui comportera les points suivants :
 - Identification des écueils à éviter et des clés de réussite pour ce type de prestation ;
 - Méthodologie et capacité à réaliser une animation mp4 en lien avec chaque numéro ;
 - Méthodologie proposée, présentant le mode opératoire et les compétences déployées spécifiquement pour la conception de la Une de chaque numéro ; de plus le candidat réalisera une ébauche de ce que pourrait être la Une du [Numéro 130](#) du Rhin-Meuse infos, en s'appuyant sur le contenu du dossier.
 - Organisation du travail et planning d'exécution ressourcé, précisant la composition de l'équipe et la répartition des rôles de chacun des membres, ainsi que les dispositions mises en œuvre pour assurer la continuité de service, notamment dans le cas d'un candidat dont la structure ne concerne qu'une personne
- **Une note sur la démarche RSE** (Responsabilité Sociétale des Entreprises) du candidat en lien avec les prestations confiées, portant notamment sur les déplacements

Le candidat décrit la politique de limitation d'émission de gaz à effet de serre applicable aux déplacements des personnes affectées à la réalisation des prestations objet du présent marché incluant :

- 1- Mesures de limitation des déplacements ;
- 2- Types de transport privilégiés ;
- 3- Mesures d'aide mises en place pour les déplacements des collaborateurs mobilisés pour l'exécution du marché.

– **Pour le lot n°02 :**

Une note technique qui comportera les points suivants :

- Identification des écueils à éviter et des clés de réussite pour ce type de prestation ;
- Motivation et intérêt quant à la prestation et connaissance du domaine environnemental ;
- Rédaction de 2 actualités avec un titre de 50 signes max et d'un chapô de 200 signes max et d'un texte de 1 000 signes max à partir des informations suivantes :

[CP - Nos Gestes Climat - Empreinte Eau.pdf \(eau-rhin-meuse.fr\)](#)

[Kentika - Étude sur l'origine et la dynamique du phosphore dans les milieux aquatiques en zone rurale \(eau-rhin-meuse.fr\);](#)

- Organisation du travail et planning d'exécution ressourcé, précisant la composition de l'équipe et la répartition des rôles de chacun des membres. ainsi que les dispositions mises en œuvre pour assurer la continuité de service, notamment dans le cas d'un candidat dont la structure ne concerne qu'une personne

- **Une note sur la démarche RSE** (Responsabilité Sociétale des Entreprises) du candidat en lien avec les prestations confiées, portant notamment sur les déplacements.

Le candidat décrit la politique de limitation d'émission de gaz à effet de serre applicable aux déplacements des personnes affectées à la réalisation des prestations objet du présent marché incluant :

- 1- Mesures de limitation des déplacements ;
- 2- Types de transport privilégiés ;
- 3- Mesures d'aide mises en place pour les déplacements des collaborateurs mobilisés pour l'exécution du marché.

Pour le lot n°03 :

Une note technique qui comportera les points suivants :

- Méthodologie proposée, présentant ainsi que le mode opératoire et les outils de contrôle mis en œuvre pour les prestations d'impression et de routage. Cette note intégrera également la description du papier et du thermoscellant sans plastique ou équivalent préconisés ainsi que leurs caractéristiques (fiches techniques).
- Organisation du travail et planning d'exécution ressourcé, précisant la composition de l'équipe et la répartition des rôles de chacun des membres ;

Pour ce lot, les candidats devront faire parvenir par envoi séparé (cf modalités ci-après), avant la date limite de réception des offres, indiquée page 1 du présent règlement de la consultation, des échantillons représentatifs du type de papier et du

type de thermoscellant sans plastique, ou équivalent, proposés.

La fourniture de ces échantillons sera à leur charge.

Les candidats non retenus devront, dans un délai de 30 jours à compter de la date à laquelle ils auront été informés du rejet de leurs offres, venir retirer les échantillons. Les opérations de retrait seront à leurs frais. Les échantillons non demandés dans ce délai seront acquis au pouvoir adjudicateur.

Le candidat ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Une note sur la démarche RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) du candidat en lien avec les prestations confiées, portant notamment sur les notions suivantes :

- démarche en faveur de la réduction de consommation de papier ;
- consommation énergétique économe du matériel utilisé ;
- capacité de recyclage des matériels et d'utilisation de matériaux recyclés ;
- une réduction des polluants et des substances toxiques ; exclusion des substances cancérigènes et des métaux lourds ;

***NB :** Le candidat précisera également la nature et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ainsi que la liste des sous-traitants qu'il se propose de présenter à l'agrément et à l'acceptation du pouvoir adjudicateur.*

Le CCAP et les documents remis par le pouvoir adjudicateur, à l'exception de ceux visés ci-dessus et leurs annexes, ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi.

7. Jugement des candidatures, des offres et attribution de l'accord-cadre

7.1 Jugement des candidatures

Les critères relatifs à la candidature et intervenant pour la sélection sont les **capacités techniques, financières et professionnelles**.

7.2 Jugement des offres

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont les suivants :

- Pour le lot n°01 :

Critères	Pondération
Prix : Définition et appréciation du critère : Ce critère est noté selon la formule de notation : Note du Prix = (Montant TTC de l'offre la plus basse figurant sur la simulation / Montant TTC de l'offre examinée figurant sur la simulation) x Nombre de point de la pondération.	40 %

<p>Valeur technique :</p> <p>Définition et appréciation du critère : Sur la base de la note technique, la répartition des points sera la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Identification des écueils à éviter et des clés de réussite pour ce type de prestation = 10 points – Méthodologie et capacité à réaliser une animation mp4 en lien avec chaque numéro = 20 points – Méthodologie proposée : mode opératoire et compétences déployées spécifiquement pour la conception de la Une de chaque numéro ; ainsi que la proposition d'ébauche de ce que pourrait être la Une du Numéro 130 du Rhln-Meuse infos, en s'appuyant sur son dossier (Rubrique « En profondeur ») = 40 points – Organisation du travail et planning d'exécution ressourcé, précisant la composition de l'équipe et la répartition des rôles de chacun des membres, ainsi que les dispositions mises en œuvre pour assurer la continuité de service, notamment dans le cas d'un candidat dont la structure ne concerne qu'une personne = 30 points 	55 %
<p>Démarche RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) en lien avec les prestations confiées : Note RSE portant notamment sur les notions suivantes : Politique de limitation d'émission de gaz à effet de serre applicable aux déplacements</p>	5 %

• Pour le lot n°02 :

Critères	Pondération
Prix : Définition et appréciation du critère : Ce critère est noté selon la formule de notation : Note du Prix = (Montant TTC de l'offre la plus basse / Montant TTC de l'offre examinée) x Nombre de point de la pondération.	40 %
Valeur technique : Définition et appréciation du critère : Sur la base de la note technique, la répartition des points sera la suivante : <ul style="list-style-type: none"> – Identification des écueils à éviter et des clés de réussite pour ce type de prestation : 20 points – Motivation et intérêt quant à la prestation et connaissance du domaine environnemental : 30 points – Rédaction de 2 actualités avec un titre de 50 signes max et d'un chapô de 200 signes max et d'un texte de 1000 signes max à partir des informations suivantes : 20 points – Organisation du travail et planning d'exécution ressourcé, précisant la composition de l'équipe et la répartition des rôles de chacun des membres, ainsi que les dispositions mises en œuvre pour assurer la continuité de service, notamment dans le cas d'un candidat dont la structure ne concerne qu'une personne : 30 points 	55 %
Démarche RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) en lien avec les prestations confiées : Note RSE portant notamment sur les notions suivantes : Politique de limitation d'émission de gaz à effet de serre applicable aux déplacements	5 %

• Pour le lot n°03 :

Critères	Pondération
Prix : Définition et appréciation du critère : Ce critère est noté selon la formule de notation : Note du Prix = (Montant TTC de l'offre la plus basse / Montant TTC de l'offre examinée) x Nombre de point de la pondération.	40 %
Valeur technique : Définition et appréciation du critère : Sur la base de la note technique, la répartition des points sera la suivante : <ul style="list-style-type: none"> – Méthodologie proposée, présentant le mode opératoire et les outils de contrôle mis en œuvre pour les prestations d'impression et de routage ainsi que la description du papier préconisé et des caractéristiques du thermoscellant sans plastique ou équivalent utilisé (fiches techniques): 55 points – Organisation du travail et planning d'exécution ressourcé, précisant la composition de l'équipe et la répartition des rôles de chacun des membres : 45 points 	55 %
Démarche RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) en lien avec les prestations confiées : Définition et appréciation du critère : Note RSE pouvant porter notamment sur les notions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Démarche en faveur de la réduction de consommation de papier ➤ Consommation énergétique économe du matériel utilisé ; ➤ Capacité de recyclage des matériels et d'utilisation de matériaux recyclés Réduction des polluants et des substances toxiques ➤ Exclusion des substances cancérigènes et des métaux lourds ; 	5 %

Précisions sur l'analyse des offres pour les 3 lots :

L'appréciation de la valeur technique conduit à une notation des offres régulières sur 100. Après notation individuelle de chaque offre, si aucune d'entre elle n'obtient la note maximale de 100/100, la meilleure offre technique se verra automatiquement attribuée la note maximale de 100/100. Les notes suivantes seront elles aussi revalorisées, selon une règle de 3, par référence à la meilleure note.

L'appréciation de la démarche RSE conduit à une notation des offres régulières sur 100. Après notation individuelle de chaque offre, si aucune d'entre elle n'obtient la note maximale de 100/100, la meilleure offre environnementale se verra automatiquement attribuée la note maximale de 100/100. Les notes suivantes seront elles aussi revalorisées, selon une règle de 3, par référence à la meilleure note.

Note « valeur technique » éliminatoire : une note de « valeur technique » (avant application de la revalorisation et de la pondération) **inférieure à 40 / 100** est éliminatoire. Dans ce cas, la proposition financière du candidat ne sera pas étudiée et son offre ne sera pas classée.

Rectification des offres :

En cas de prix unitaire, les erreurs de multiplication, d'addition ou de report, qui seraient constatées dans ce détail estimatif, seront rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération.

Dans le cas de prix unitaire et si le sous-détail d'un prix unitaire est demandé, si des erreurs de multiplication, d'addition ou de report sont constatées dans ce sous-détail, dans l'offre d'un concurrent, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le prestataire concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier ce sous-détail pour le mettre en harmonie avec le prix unitaire correspondant.

Sera déclarée comme irrégulière, une offre, qui, tout en apportant une réponse au besoin du pouvoir adjudicateur, est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées au sein des documents de la consultation.

7.3 Attribution de l'accord-cadre

La réglementation ne fait plus obligation à l'opérateur économique, soumissionnant seul ou sous forme de groupement, de signer son offre. Toutefois, **la signature de l'offre du candidat attributaire devra impérativement intervenir au plus tard à l'attribution de l'accord-cadre.**

Conformément à l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre devra fournir les documents qui justifient qu'il n'entre pas dans les cas d'interdiction de soumissionner dans un délai de 5 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur.

À défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que l'accord-cadre ne lui soit attribué.

Afin de simplifier et de sécuriser les démarches administratives du titulaire, l'Agence de l'eau Rhin-Meuse met gracieusement à sa disposition une plate-forme en ligne e-attestations.com qui lui permettra de déposer l'ensemble des documents administratifs préalables à la notification. Pour ce faire, le moment venu, le titulaire se verra adresser une clé d'identification pour y accéder. L'Agence n'acceptera pas d'autres modes de transmission des pièces précitées.

Par ailleurs, dans le cadre de ses engagements en matière de responsabilité sociétale des entreprises (RSE), l'Agence de l'eau Rhin-Meuse souhaite affiner l'évaluation RSE de ses tiers. Cette démarche est automatiquement réalisée, postérieurement à l'attribution du marché, via la plate-forme E-Attestations. Aussi, le titulaire pressenti sera également **invité** à compléter le questionnaire de maturité de sa démarche RSE accessible en ligne sur la plate-forme.

Aussi, seul le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir l'acte d'engagement revêtu d'une signature, de préférence électronique, du représentant légal ayant le pouvoir d'engager la société.

A cet effet, le pouvoir adjudicateur renseignera les différentes rubriques de l'acte d'engagement avant de l'adresser, non revêtu de sa signature, à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer le marché. Celui-ci remplit alors les rubriques qui n'ont pu être renseignées par le pouvoir adjudicateur, le signe et le retourne à ce dernier.

Si l'opérateur économique se présente seul, l'acte d'engagement doit être signé par le candidat individuel.

En cas de groupement, l'acte d'engagement doit être signé :

- Soit par tous les membres du groupement, en l'absence de mandataire habilité à signer l'offre du groupement ;
- Soit par le mandataire qui a reçu mandat pour signer l'offre du groupement ; les pouvoirs émanant des autres membres du groupement doivent alors être produits en annexe de l'acte d'engagement.

En cas de sous-traitance, merci de renseigner également le DC4 (formulaire de la DAJ mise à jour la plus récente).

8. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres

La transmission des documents par voie électronique ne peut être réalisée qu'à l'adresse suivante : <https://www.eau-rhin-meuse.fr/marchespublics>.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Formats de fichiers acceptés :

En cas de transmission de réponse par voie électronique, les documents fournis doivent être dans l'un des formats suivants, sous peine d'irrecevabilité de l'offre :

- Format bureautique propriétaire de Microsoft compatible version 2003 (.doc, .xls et .ppt) ;
- Format texte universel (.rtf) ;
- Format PDF (.pdf) ;

- Formats images (.gif, .jpg et .png) ;
- Format pour les plans (.dxf et .dwg).

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Copie de sauvegarde :

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde :

- Soit par voie électronique ;
- Soit sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB) ;
- Soit sur support papier ;
- Soit par voie dématérialisée (conformément aux exigences fixées dans l'annexe 8 du Code de la commande publique suite à l'arrêté du 14 avril 2023).

La copie de sauvegarde, si elle est adressée par voie électronique, est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique, ainsi que de l'arrêté du 14 avril 2023 (annexe 8 du Code de la commande publique).

La copie de sauvegarde, si elle est adressée sur support papier ou sur support physique électronique, doit être transmise sous pli scellé, comporter obligatoirement la mention : « *copie de sauvegarde* », ainsi que l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'entreprise, à l'adresse ci-dessous :

Agence de l'eau Rhin-Meuse
Direction des Achats et du Patrimoine
Chemin du Longeau
BP 30019
57160 ROZERIEULLES

Les documents de la copie de sauvegarde doivent être signés (pour les documents dont la signature est obligatoire). Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support physique choisi est électronique, la signature est électronique.

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte dans les cas décrits à l'article 2 II de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits à l'issue de la procédure par le pouvoir adjudicateur.

En application de l'article R.2132-12-6° du Code de la commande publique, seuls les échantillons demandés aux candidats qui postulent pour le lot 3 seront transmis par courrier, avant la date limite de remises des offres indiquée à la page 1 du présent règlement de la consultation, à l'adresse ci-dessous, sous pli scellé et comportant obligatoirement l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'entreprise :

Agence de l'eau Rhin-Meuse
Chemin du Longeau
A l'attention de DAP/Achat
BP 30019
57160 ROZERIEULLES

Tous les autres éléments de l'offre pour le lot 3 devront être transmis par voie électronique.

Les candidats non retenus devront, dans un délai de 30 jours à compter de la date à laquelle ils auront été informés du rejet de leurs offres, venir retirer les échantillons. Les opérations de retrait seront à leurs frais. Les échantillons non demandés dans ce délai seront acquis au pouvoir adjudicateur.

9. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires relatifs à cette consultation, les candidats devront faire parvenir en temps utile leur demande :

- De manière électronique, exclusivement sur la plateforme de dématérialisation, sur l'URL suivante : <https://www.eau-rhin-meuse.fr/marchespublics>

Seules les demandes adressées au moins 10 jours avant la date limite de réception des offres feront l'objet d'une réponse de la part du pouvoir adjudicateur.

Une réponse sera adressée au plus tard 6 jours avant la date fixée pour la réception des offres aux candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sur la plateforme de dématérialisation après s'être préalablement identifiés

Concernant les informations relatives à la remise des offres dématérialisées, il convient de se reporter à l'article *Conditions d'envoi et de remise des candidatures et/ou des offres* du présent document.

ANNEXE : EXIGENCES RELATIVES AU CERTIFICAT DE SIGNATURE

Certificat de signature :

Le certificat de signature du signataire doit être conforme au règlement « eIDAS » ou équivalent et respecter le niveau de sécurité exigé. Le RGS (référentiel général de sécurité) est remplacé par le règlement « eIDAS » depuis le 1er octobre 2018.

Néanmoins, les candidats disposant déjà d'un certificat « RGS », celui-ci reste utilisable jusqu'au terme de sa période de validité.

- Cas 1 : Certificat émis par une Autorité de certification « reconnue » - Aucun justificatif à fournir

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans la liste de confiance suivante :

<https://www.ssi.gouv.fr/administration/visade-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>

Les candidats européens trouveront également la liste complète des prestataires sur la liste de confiance tenue par la Commission européenne :

<https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/tl/FR>

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

- Cas 2 : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance - Différents justificatifs à fournir

La plateforme de dématérialisation accepte tous les certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du Référentiel général de sécurité (RGS) et « eIDAS ».

Le candidat s'assure par lui-même que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité défini par le Référentiel général de sécurité (RGS) ou « eIDAS », et en fournit les justificatifs dans sa réponse électronique.

Le candidat fournit également tous les éléments techniques permettant au pouvoir adjudicateur de s'assurer de la bonne validité technique du certificat utilisé.

Ainsi, le signataire doit transmettre avec sa réponse électronique les éléments suivants :

- a) tout élément permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature (preuve de la qualification de l'Autorité de certification, politique de certification, adresse du site internet du référencement de l'Autorité de

certification) ;

b) les outils techniques de vérification du certificat (chaîne de certification complète jusqu'à l'Autorité de Certification racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation des certificats).

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.

Outil de signature utilisé pour signer les fichiers :

La réglementation autorise le soumissionnaire à utiliser l'outil de signature de son choix.

- Cas 1 : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme - Aucun justificatif à fournir

La plate-forme intègre un outil de signature électronique, qui réalise des Jetons de signature au format réglementaire XAdES.

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur les signatures électroniques transmises et l'outil de signature utilisé.

- Cas 2 : Le soumissionnaire utilise un autre outil de signature que celui intégré à la plate-forme - Différents justificatifs à fournir

Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui de la plate-forme, il doit respecter les deux obligations suivantes :

a) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES ;

b) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.